

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-triangulation-Iran-Otan-Etat-Islamique>

La triangulation Iran-Otan-Etat-Islamique

- Empire et Résistance - OTAN -

Date de mise en ligne : samedi 13 décembre 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« Be nice to America or we will bring democracy to your country »

1- Une opération conjointe Hezbollah-PKK (Kurdes de Turquie), seule en mesure de juguler la progression de Da'ech,

Paris - Longtemps les États Unis ont utilisé cet argument pour amener à coopération les états récalcitrants à sa stratégie. Argument efficace s'il en est, reprise d'une vieille antienne du XIX^{me} siècle, datant de la « doctrine Monroe » dans sa conquête de l'Amérique latine : Le « big stick policy », la « politique du gros bâton ».

Un gros bâton qui a fonctionné à merveille contre ses anciens alliés, le colonel Kadhafi de Libye, l'irakien Saddam Hussein et le soudanais Omar Al Bachir, moins heureusement contre la Syrie. Une arme qui paraît désormais émousser en ce qu'elle en a fait un usage variable, en conformité avec sa stratégie de privilégier la « *Carbon democracy* » en vue de préserver son ravitaillement énergétique au plus bas prix : la menace d'instaurer la démocratie, brandie la première fois dans la foulée des raids du 11 septembre 2001, n'a jamais visé les responsables de son malheur et d'une part de son affaiblissement : L'Arabie saoudite, le parrain originel du djihadisme transnational, et le Qatar, son financier occulte, deux dictatures wahhabites rigoristes à l'origine directe des grandes interventions militaires US du début du XXI^{me} siècle, en Afghanistan et en Irak, puis une décennie plus tard en Libye et en Syrie, de ses déboires militaires et financiers, et partant, de la fin de son hégémonie absolue sur la planète.

Quatorze ans après sa folle équipée guerrière initiée par George Bush jr (2000-2008), avec le soutien résolu des pétromonarchies rétrogrades et répressives, le pompier se retourne contre ses alliés pyromanes, à tout le moins contre leurs créatures, dans une configuration géo stratégique défavorable. Du fait de ses alliés.

Que la démocratie serve d'instrument d'intimidation et de répression et non de promotion de la liberté donne la mesure de la perversion mentale de l'alliance occidentale. Le djihad, instrument de guerre contre le bloc soviétique en Afghanistan (1980-1989), puis contre le bloc de Shanghai, lors du « printemps arabe » (2011-2014), s'est retourné contre ses démiurges, devenant l'instrument le plus corrosif de l'influence occidentale en terre arabe et musulmane. Halte au délire. Halte au feu.

Par anticipation de la mise en oeuvre sur le plan du Droit international du principe écologique « des pollueurs-payeurs », les parrains originels du djihadisme planétaire, les États-Unis et l'Arabie saoudite, ont mis sur pied une nouvelle coalition internationale dans une opération de pompiers pyromanes en vue de tenter d'éradiquer leurs anciens pupilles, regroupés cette fois sous l'acronyme de Da'ech, l'Etat Islamique du Calife Ibrahim.

Mais, comble du paradoxe, symptomatique des incohérences de la stratégie saoudo-américaine, le terrain de la lutte se situe en Syrie et en Irak, dans les deux anciens fiefs des régimes laïcs bassistes que le bloc atlantiste et son relais régional, le syndicat des pétro monarchies du Golfe, ont déjà sinistré au cours de la dernière décennie, l'Irak, en 2003 et la Syrie, en 2011.

L'erreur majeure des Occidentaux est d'avoir voulu reproduire le schéma afghan en Syrie ; transposer un conflit situé au delà des océans, en Afghanistan, à un pays, la Syrie, situé aux frontières de l'Europe, à une centaine de km à vol d'oiseau des bases de l'Otan en Turquie.

D'avoir instrumentalisé la religion musulmane dans une zone de grande frustration, sans mesurer les effets corrosifs du laxisme occidental à l'égard des débordements de leur supplétifs, ni les inhérentes retombées qu'un tel conflit pouvait générer sur l'Europe, un continent abritant une importante communauté arabo-musulmane de près de vingt millions de personnes, constituant dans leur grande majorité le lumpen prolétariat de la société consumériste, les laissés pour compte de la société d'abondance.

En représailles à la décapitation de deux journalistes américains, James Foley et Steven Sotloff, son but non avoué, cette coalition, mise sur pied le 11 septembre 2014, à la date anniversaire des raids djihadistes contre les symboles de l'hyperpuissance américaine est la 4^{me} du genre en trois décennies.

Sous couvert du croquemitaine djihadiste, leurs parrains viseraient à mettre à profit cette nouvelle opération de police internationale pour compenser leurs revers majeurs militaires enregistrés depuis trois ans en Syrie, auparavant en Irak, de même que leurs revers diplomatiques en Ukraine. A mettre au pas les contestataires de l'ordre israélo-américain et à domestiquer cette zone pivot du système énergétique international, alors que l'économie occidentale est en phase de crise systémique.

Le décalage est toutefois patent entre l'objectif apparent et l'objectif réel :

1. En 1982, sous prétexte d'éradiquer Beyrouth, à l'époque foyer de la contestation arabe, de sa fonction de « foyer du terrorisme international », la force multinationale occidentale (États-Unis, France, Royaume Uni et Italie), a cautionné l'invasion israélienne du Liban, supervisé le dégagement de l'OLP et son sanctuaire libanais, pour propulser le chef phalangiste Bachir Gémayel à la présidence libanaise en vue de favoriser la conclusion d'un traité de paix entre le Liban et Israël, en complément du traité de paix égypto-israélien.
2. En Irak, en 1990, en représailles à l'invasion irakienne du Koweït, il importait de réduire la nuisance et la voilure d'un pays qui pouvait faire ombrage tant à Israël qu'aux pétromonarchies du fait de son expérience guerrière acquise face à l'Iran. Ôter toute créance à un homme, Saddam Hussein, qui avait mené pour le compte des pétromonarchies une guerre d'usure de dix ans contre l'Iran (1979-1989), afin de mettre en échec l'idée de révolution qui plus est chiite dans la zone inflammable du golfe pétrolier. L'argument aurait toutefois gagné en crédibilité si « la communauté internationale », -jargon diplomatique pour désigner le bloc atlantiste, Israël, le Japon et le couple Australie Nouvelle Zélande, soit au total une trentaine de membres- avait témoigné de la même rigueur à l'égard de la Turquie, artisan de l'invasion du nord de Chypre, dans la décennie 1960. Ou d'une moindre indolence à l'égard d'Israël, un pays qui se vit littéralement hors la loi internationale du fait d'un génocide commis en Europe par des occidentaux et non des arabes.
3. En 2003, toujours contre l'Irak, l'invasion américaine est apparue rétrospectivement comme un dommage collatéral des raids du 11 septembre 2001, en substitution au châtimeur de la dynastie wahhabite, dont 14 des 19 pirates étaient porteurs de la nationalité saoudienne en ce que l'Irak de même que l'Afghanistan et les Talibans auront été les points de percussion de la coopération stratégique américano-saoudienne dans la sphère arabo-musulmane au paroxysme de la guerre froide soviéto-américaine et qu'il importait de gommer toute trace de coopération souterraine inhérente à ce genre d'opérations clandestines. L'Irak post Saddam sera d'ailleurs le lieu d'expérimentation du premier émirat islamique dans la secteur sunnite de Falloujah, sous l'autorité d'Abou Mouss'ab Al Zarkaoui, en 2004-2005, conséquence de la politique éradicatrice et erratique américaine à l'encontre du Parti Baas et de l'armée gouvernementale.
4. En 2014, dix ans plus tard, en 2014, la nouvelle guerre saoudo-américaine et de leurs supplétifs européens et arabes (Royaume Uni, France, Turquie, Qatar) contre les excroissances djihadistes de l'alliance islamo-atlantiste vise, au delà de l'objectif apparent, -le châtimeur de leurs créatures indisciplinées-, quatre objectifs sous-jacents : Compenser les revers militaires accumulés depuis trois en Syrie, placer sur la défensive la Russie dans l'épreuve de force Otan-Russie en Ukraine, pérenniser Israël et les pétromonarchies, de même que leurs gisements pétroliers, face à l'axe de la contestation à l'ordre hégémonique israélo-américain, enfin fragiliser l'Iran en la coupant de son prolongement stratégique sur le champ de bataille israélo-palestinien, le Hezbollah libanais.

Ce décompte n'inclut pas la glorieuse épopée de 2011-2012 visant à instaurer une « démocratie du Tomahawk » en

Libye pour déloger un dictateur en transformant son pays en incubateur de dictature par sa talibanisation à l'épicentre de la zone sahélo-saharienne, à quelques encablures des rives de l'Europe (Lampedusa).

Trente ans de péripéties guerrières ont débouché sur un paysage radicalement bouleversé : L'alliance israélo-islamo-atlantiste demeure la puissance majeure mais non exclusive de la zone mais leurs contestataires nullement démunis désormais de moyens de riposte. Au point que dans le sillage de Henry Kissinger, ancien secrétaire d'état américain, des intellectuels de cour en panne de notoriété et d'originalité, ont pointé du doigt le nouveau croquemitaine de l'imaginaire occidental : L'Iran et son succédané, son « âme damné », le Hezbollah.

Sans s'interroger le moindre du monde sur les responsabilités de l'Occident dans le saccage du monde arabe du fait d'une instrumentalisation machiavélique de l'Islam comme arme de combat. Sans s'interroger sur la duplicité de la diplomatie occidentale qui consiste à afficher un objectif déclaré, « la lutte contre les dictatures », tout en couvant les dictatures les plus rétrogrades de la planète, les pétromonarchies de même que leur compère libanais, le plus grand criminel de guerre libanais, le chef des milices chrétiennes Samir Geagea.

Sans s'interroger sur la pertinence d'un phénomène unique dans les annales contemporaines, le fait que tous les chefs du djihadisme planétaire -tous, sans exception-, soient issus de pays arabes sous protectorat américain : Oussama Ben Laden d'Arabie saoudite, Abou Mouss'ab al Zarkaoui de Jordanie, Ayman al Zawahiri de l'Égypte post nassérienne de Sadate et de Moubarak), de même que le Calife Ibrahim, fruit du travail de sape souterrain du prince des ténèbres saoudiens, le Prince Bandar Ben Sultan, et de son alliance avec le successeur baasiste de Saddam Hussein, Ezzat Ibrahim Ad Doury.

Nonobstant ce fait, Henry Kissinger, l'homme de la décapitation de la démocratie chilienne, a désigné à la vindicte publique l'Iran, promu au rang de grand Satan de l'imaginaire occidental. Voir à ce propos la chronique de Jean Pierre Filiu dans le Times of Israël : <http://frblogs.timesofisrael.com/liran-pompier-pyromane-du-moyen-orient/>

A propos de Jean Pierre Filiu

- <http://www.revueconflits.com/jean-pierre-filiu-geopolitique-compassionnelle/>
- <http://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/juge-trop-pro-revolutions-arabes-jean-pierre-filiu-n-obtient-pas-prix-brienne>

Le dilemme du bloc atlantiste s'apparente à une quadrature du cercle : l'état islamique ne pourra être jugulé par les frappes aériennes, alors que les Arabes alliés des États Unis, -« arab amérika » dans le jargon journalistique-, s'avèrent incapables d'engager des troupes au sol, pas plus que les Peshmergas (kurdes d'Irak) et que les Occidentaux, craignant un nouveau borborygme du type irakien, paraissent particulièrement réticents à se substituer à eux pour le sale boulot.

La CIA a dressé un bilan mitigé des opérations clandestines américaines dans le tiers monde au cours des quarante dernières années, que cela soit à Cuba, au Nicaragua et en Angola notamment, assurant que l'aide américaine aux insurgés a eu « un impact minimal sur les résultats à long terme des conflits », faisant part de son « scepticisme » quant à l'utilité de l'aide américaine à l'opposition syrienne.

Le rapport de la CIA, publié dans le New York Times du 15 octobre 2014, porte aveu, a posteriori, de l'implication des États Unis dans des opérations de déstabilisation du tiers monde, au mépris du principe universel du Droit

international de la « Non ingérence dans les affaires intérieures d'un état souverain ».

Noam Chomsky en vient à déduire que les États-Unis constituent un « état voyou » comme tant d'autres et que si l'Arabie saoudite se joignait à une coalition anti Da'ech, le monde vivrait dans un monde comparable à celui d'Alice au pays des merveilles ».

Dans un interview au site www.madaniya.info, Noam Chomsky, un des plus influents intellectuels américains de la pensée critique, a observé que de tels faits, s'ils avaient été révélés par la Russie sur leur implication dans la déstabilisation du tiers monde, auraient immédiatement suscité un tollé dans la presse internationale sur la déloyauté et l'agressivité de la Russie, alors que pour l'Amérique cela paraît dans l'ordre naturel des choses.

A propos des activités de la CIA dans le tiers monde

- http://www.nytimes.com/2014/10/15/us/politics/cia-study-says-arming-rebels-seldom-works.html?_r=0

Dans un contexte de panique généralisé, les seuls protagonistes en mesure de mettre au pas Da'ech paraissent, paradoxalement, de l'avis de bon nombre d'observateurs, le Hezbollah et le PKK (le mouvement kurde de Turquie d'Abdallah Oceylan), deux formations disciplinées, équipées et entraînées à la guerre de guérilla. Une telle hypothèse, si elle venait à se concrétiser, signerait la défaite absolue des Occidentaux et de leurs alliés pétro monarchiques en même temps que la fin de leur hégémonie sur la zone. Leur reflux de la zone Eurasie ?

Au delà des élucubrations éditocratiques des scribes occidentaux, force est toutefois d'admettre que deux personnages ont forcé le respect de leurs adversaires en imposant leur marque au cours des événements. Deux personnages aussi robustes que coriaces que tenaces : Qassem Souleimany et Hassan Nasrallah.

René Naba pour [Madaniya.info](http://www.madaniya.info)

[Madaniya.info](http://www.madaniya.info). Paris, 5 décembre 2014.